

SERVICE SERVICE DES ASSEMBLÉES  
N°AR\_110\_2025

**Objet : ARRÊTÉ PORTANT RETRAIT DE LA DELEGATION DE FONCTIONS ET DE SIGNATURE DE MONSIEUR DENIS SABON**

**LE MAIRE DE LA VILLE D'ORANGE**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2122-18, L2122-20 et L2131-1 ;

**VU** le procès-verbal de l'élection du Maire et des Adjoints en date du 30 novembre 2021 ;

**VU** la délibération n°658/2021 du 9 décembre 2021 portant fixation des indemnités des élus délégués ;

**VU** la délibération n° 477/2023 du Conseil Municipal du 12 juin 2023 donnant délégations dudit Conseil Municipal au Maire ;

**VU** l'arrêté n°117/2023 du 12 juin 2023 portant délégation de fonctions et de signature à Monsieur Denis SABON 1<sup>er</sup> adjoint au Maire ;

**CONSIDÉRANT**, que Monsieur Denis SABON 1<sup>er</sup> adjoint au Maire a souhaité volontairement quitter la majorité.

**CONSIDÉRANT**, que dans un souci de bonne administration, il convient de retirer les délégations de fonctions et de signature de Monsieur Denis SABON, 1<sup>er</sup> Adjoint au Maire.

**-ARRÊTE-**

**Article 1** : abroge l'arrêté 117/2023 du 12 juin 2023 donnant délégation de fonctions et signature à Monsieur Denis SABON, 1<sup>er</sup> Adjoint au Maire pour remplir les fonctions relatives aux domaines de compétences concernant :

- Le funéraire à savoir : les cimetières, les pompes funèbres et le crématorium
- L'urbanisme (réglementaire et foncier-habitat) à savoir :
  - PLU, autorisations d'urbanisme, les acquisitions, ventes foncières et les projets en découlant, après délibération du Conseil Municipal ;
  - la gestion du patrimoine privé de la commune, à l'exception de l'entretien des bâtiments ;
  - les actions relevant du Maire en qualité d'agent de l'État, notamment celle prévue par le Code de l'urbanisme en son article L480-2.

- La taxe locale sur la publicité extérieure à savoir :
- la gestion des contestations avec les usagers et les tiers ;
  - l'information auprès des usagers et des tiers ;

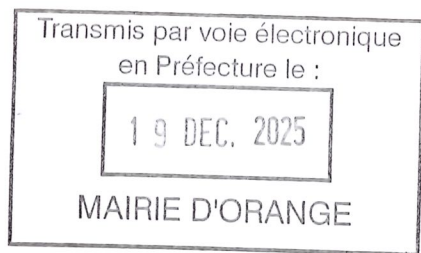
**Article 2 :** Le Maire et le Comptable public assignataire du SCG de Vaison La Romaine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Article 3 :** Le présent arrêté sera transmis au représentant de l'État et publié au registre des arrêtés.

**Article 4 :** Le présent arrêté est susceptible de faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Nîmes dans un délai de deux mois à compter de sa publication sur le site internet de la commune.

Orange le ,

19 DEC. 2025



Le Maire,  
Yann BOMPARD

